

une forte croyance voulant que la coalition de Macdonald ne soit qu'un outil permettant de conserver le pouvoir. Cela affaiblissait la capacité des régions de contrôler leurs affaires locales et minait le principe fédéral, la base de la nouvelle union. Par conséquent, l'opposition a fortement mis l'accent sur les droits des provinces. La tension que cela a causée entre l'autorité croissante du gouvernement central et les droits des provinces est devenue un thème sous-jacent de la première législature.

La direction parmi ceux qui s'opposaient à Macdonald a constitué un grave problème après 1867. George Brown, le rédacteur du puissant *Globe*, avait quitté en catastrophe la coalition de la Confédération de Macdonald en 1865. Même s'il s'était rallié aux réformistes ontariens contre Macdonald lors de la première élection du Dominion, il avait essuyé une défaite personnelle lorsqu'il avait tenté d'être élu au Parlement. Par conséquent, la direction de la coalition des partis réformiste et radical était passée à un petit groupe de députés de l'Ontario et du Québec. Les députés québécois de ce groupe croyaient que le chef de l'opposition aurait dû être originaire de l'Ontario, la source du principal bloc de députés s'opposant à Macdonald. Il y avait deux possibilités pour le poste, à savoir Edward Blake et Alexander Mackenzie. La question de l'opposition ne pouvait pas être immédiatement réglée puisque Blake et Mackenzie avaient entrepris une brève incursion dans la politique ontarienne en 1871-1872 en vue de défaire Sandfield Macdonald et d'établir un gouvernement libéral à Toronto. Après l'abolition de la double représentation, ils sont revenus à la politique fédérale et, en mars 1873, Mackenzie a accepté à contrecœur le poste de chef de l'Opposition. Le Parti libéral national était donc né, même si sa représentation dans les provinces maritimes était limitée, et ce, probablement jusqu'en 1878.

Au Manitoba et en Colombie-Britannique, les nouvelles provinces de l'Ouest, les partis du Canada central intéressaient peu les électeurs. L'objectif des efforts politiques était la construction du chemin de fer du Pacifique. « Tant que le chemin de fer n'était pas terminé, l'Ouest ne pouvait se permettre d'avoir des partis politiques ». [Trad.]⁸

Par conséquent, les députés de l'Ouest étaient des supporteurs du gouvernement, en opposition à l'opposition dans les années précédant 1873. Ils pouvaient s'appeler conservateurs ou libéraux mais quant à la nécessité d'aller de l'avant avec le chemin de fer du Pacifique, ils étaient tous d'accord. Ce n'est qu'à la fin de la construction du chemin de fer, suggère Escott Reid, que les appartenances partisans de l'Est du Canada ont commencé à convertir les députés de l'Ouest.

La montée d'un parti national opposé à la coalition de Macdonald a été freinée par les méthodes électorales des premières années suivant la Confédération. Le vote s'étendait sur plusieurs semaines, résultat des communications médiocres des premiers jours.⁹

L'Ontario est passé à un scrutin d'un jour en adoptant sa loi électorale de 1868 (32 Vict., ch. 21). Le statut de Dominion est venu en 1874 (37 Vict., ch. 9) une fois que les libéraux ont pris le pouvoir à Ottawa. La loi obligeait également l'utilisation d'un bulletin secret. Celle-ci est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1874 mais n'a pas pris effet avant l'élection générale de 1878. Il s'agissait de la première élection générale dans l'histoire du Canada où l'on avait recours à un bulletin de vote et où le scrutin se tenait le même jour dans les provinces de l'Est. (L'élection a eu lieu à une date ultérieure dans les provinces de l'Ouest.)

⁸ Escott M. Reid, *The Rise of National Political Parties in Canada*, p. 21.

⁹ La première élection du Dominion a eu lieu entre le 7 août et le 21 septembre 1867; la deuxième entre le 20 juillet et le 3 septembre 1872. (R.M. Dawson, *The Government of Canada* (Toronto, sec. éd. rév., 1956) p. 380, indique le 12 octobre comme date de clôture de l'élection de 1872.)